

Pas de COP 21 sans services publics

2 novembre 2015

Pas de COP21 sans services publics

La conférence internationale sur le climat sous l'égide de l'ONU se déroulera au Bourget et à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Sans l'intervention des citoyens, les chefs d'État de la planète qui se réunissent à nouveau, échoueraient comme à Copenhague en 2009.

D'ores et déjà, les dérèglements climatiques se traduisent par la montée des eaux côtières, l'augmentation du nombre de tornades meurtrières et d'incendies gigantesques, etc. Cette situation nourrit conflits et guerres de plus en plus liés au contrôle de l'eau et des ressources naturelles essentielles. Elle menace des millions de personnes sur la planète, et en premier lieu les populations les plus déshéritées, qui seront condamnées au déplacement.

Un mode de développement en cause

L'hypothèse d'un réchauffement climatique de plusieurs degrés dans les prochaines décennies est aujourd'hui prouvée. Celui-ci est le produit des activités économiques et de l'exploitation de

la planète, des humains et de la nature pour la recherche du profit au mépris de la santé des populations, de la biodiversité, d'un développement équilibré et durable, d'une juste répartition des richesses, de la souveraineté des peuples et de la démocratie.

La montée des inégalités de toute nature, les graves atteintes à l'environnement, l'enrichissement colossal des grands groupes industriels et financiers et d'une très petite minorité sont les conséquences de cette exploitation.

L'exemple de Volkswagen illustre le comportement des grandes firmes mondialisées. Elles font pression sur les gouvernements et les institutions internationales pour défendre leurs intérêts même si ceux-ci détruisent les écosystèmes dont nous dépendons.

Le lien entre l'exposition aux différents polluants atmosphériques, aux pesticides, etc. et la multiplication de pathologies graves est maintenant avéré.

À tous les niveaux, local, national, européen et international, des politiques publiques nouvelles d'urgence sont nécessaires pour mettre au centre l'intérêt général. Comment les mettre en œuvre sans services publics ?

L'intervention citoyenne indispensable pour ces politiques publiques

On ne peut en rester aux discours. D'un côté, le président de la République annonce l'augmentation des aides aux pays du Sud, pour qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adaptent au changement climatique, de l'autre, il réduit les crédits d'aides au développement de 170 millions dans le projet de budget 2016.

D'un côté, on peine à atteindre l'objectif minimaliste de 100 milliards de dollars par an d'aides, de l'autre, chaque année, les pays de l'union européenne laissent s'échapper 1 000 milliards d'euros de recettes publiques à travers la seule évasion fiscale et le secteur des énergies fossiles reçoit à l'échelle de la planète plus de 700 milliards de dollars (voire 5 300 milliards de dollars selon le FMI) de subventions publiques directes.

La COP21 est présentée comme une priorité fondamentale du gouvernement mais, dans les faits, celui-ci sacrifie les moyens d'intervention. Année après année, dans les budgets, les effectifs du ministère de l'Écologie fondent comme neige au soleil ainsi que les moyens budgétaires alloués aux actions des



CONVERGEONS
POUR LES SERVICES PUBLICS

Site : www.convergence-sp.org | Facebook : Convergence Services Publics | Contact presse : 07 81 58 32 16

Pas de COP21 sans services publics

La conférence internationale sur le climat sous l'égide de l'ONU se déroulera au Bourget et à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Sans l'intervention des citoyens, les chefs d'État de la planète qui se réunissent à nouveau, échoueront comme à Copenhague en 2009.

D'ores et déjà, les dérèglements climatiques se traduisent par la montée des eaux côtières, l'augmentation du nombre de tornades meurtrières et d'incendies gigantesques, etc. Cette situation nourrit conflits et guerres de plus en plus liés au contrôle de l'eau et des ressources naturelles essentielles. Elle menace des millions de personnes sur la planète, et en premier lieu les populations les plus déshéritées, qui seront condamnées au déplacement.

Un mode de développement en cause

L'hypothèse d'un réchauffement climatique de plusieurs degrés dans les prochaines décennies est aujourd'hui prouvée. Celui-ci est le produit des activités économiques et de l'exploitation de

la planète, des humains et de la nature pour la recherche du profit au mépris de la santé des populations, de la biodiversité, d'un développement équilibré et durable, d'une juste répartition des richesses, de la souveraineté des peuples et de la démocratie.

La montée des inégalités de toute nature, les graves atteintes à l'environnement, l'enrichissement colossal des grands groupes industriels et financiers et d'une très petite minorité sont les conséquences de cette exploitation.

L'exemple de Volkswagen illustre le comportement des grandes firmes mondialisées. Elles font pression sur les gouvernements et les institutions internationales pour défendre leurs intérêts même si ceux-ci détruisent les écosystèmes dont nous dépendons.

Le lien entre l'exposition aux différents polluants atmosphériques, aux pesticides, etc. et la multiplication de pathologies graves est maintenant avéré.

À tous les niveaux, local, national, européen et international, des politiques publiques nouvelles d'envergure sont nécessaires pour mettre au centre l'intérêt général. Comment les mettre en oeuvre sans services publics ?

L'intervention citoyenne indispensable pour ces politiques publiques

On ne peut en rester aux discours. D'un côté, le président de la République annonce l'augmentation des aides aux pays du Sud, pour qu'ils réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adaptent au changement climatique, de l'autre, il réduit les crédits d'aides au développement de 170 millions dans le projet de budget 2016.

D'un côté, on peine à atteindre l'objectif minimaliste de 100 milliards de dollars par an d'aides, de l'autre, chaque année, les pays de l'union européenne laissent s'échapper 1 000 milliards d'euros de recettes publiques à travers la seule évasion fiscale et le secteur des énergies fossiles reçoit à l'échelle de la planète plus de 700 milliards de dollars (voire 5 300 milliards de dollars selon le FMI) de subventions publiques directes.

La COP21 est présentée comme une priorité fondamentale du gouvernement mais, dans les faits, celui-ci sacrifie les moyens d'intervention. Année après année, dans les budgets, les effectifs du ministère de l'Écologie fondent comme neige au soleil ainsi que les moyens budgétaires alloués aux actions des ●●●



CONVERGEONS

POUR LES SERVICES PUBLICS

WWW.CONVERGENCE-SP.ORG

Site : www.convergence-sp.org | Facebook : [Convergence Services Publics](#) | Contact presse : 07 81 58 32 16



... collectivités locales déjà étranglées par la politique d'austérité. Au niveau national, la création de l'Agence française pour la biodiversité est non seulement reportée mais se fera avec moins de moyens.

Par ailleurs, les autres services scientifiques, techniques et de contrôle de l'État sont

progressivement dépossédés de leurs moyens d'agir.

Limiter le réchauffement climatique à 2°C nécessite la mobilisation de tous pour exercer la pression indispensable sur les gouvernements et faire prévaloir l'intérêt général.

Une transition écologique nécessaire

Les systèmes productivistes se sont bâtis sans prise en compte des conséquences sociales et environnementales.

La mise en concurrence des peuples et des territoires est elle-même porteuse de désordres, de gaspillages, de dégradations de l'environnement. Le coût réel de la mondialisation libérale, des délo-

calisations et de leurs impacts sur la planète est éludé.

La réforme territoriale en cours a pour but, pour répondre aux impératifs de la seule compétitivité, de concentrer l'ensemble des moyens financiers, intellectuels et humains. Elle accroît la désertification rurale et la dévitalisation du tissu des petites et moyennes villes sans

répondre pour autant aux besoins des quartiers ghettos des grandes villes.

La transition écologique ne peut passer que par un changement de système de production, de distribution, de consommation et de recyclage et par des solidarités entre les territoires nationaux et internationaux.

Des services publics du 21^e siècle

Quels que soient les résultats de la négociation des États, les services publics sont une des solutions indispensables. Nous sommes dans un monde d'interdépendances. Cela appelle le déploiement de politiques publiques solidaires à la hauteur des enjeux.

Ce n'est donc pas de réduction des dépenses publiques

dont nous avons besoin mais au contraire de leur développement au service du bien commun. Et cela d'autant plus que la transition écologique est riche d'emplois publics qualifiés avec un statut qui met le personnel à l'abri des pressions de toute sorte. En effet, seule la mobilisation de la puissance publique peut promouvoir

l'intérêt général dans un cadre démocratique.

Cela passe enfin par la transparence et la co-construction citoyenne des politiques publiques et de l'utilisation de l'argent public. La démocratisation des services publics avec l'intervention des citoyens et des personnels est un combat essentiel.

La Convergence de défense et de développement des services publics appelle à participer aux manifestations et aux actions dont celle du 29 novembre qui seront organisées en lien avec la COP21 et l'enjeu climatique pour relier la question écologique et la so-

cialie à celle des services publics.

Ces questions sont au cœur des travaux des Assises du service public qu'organiserà la Convergence tout au long de l'année 2016 avec l'élaboration d'un manifeste du service public du 21^e siècle.

CONVERGEONS POUR NOTRE BIEN COMMUN
L'AUSTÉRITÉ NON ! **LE SERVICE PUBLIC OUI !**

- Emplacement : ré-agir ensemble > Solidarités > Actualités partenaires >
- Adresse de cet article : <https://solidaires.org/Pas-de-COP-21-sans-services-publics>